

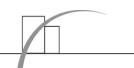
# LA LETTRE

DE LA

# COOPERATION DECENTRALISEE



Avril 2008



**Interview de Papa Birama THIAM, Coordonnateur de la Cellule de Coordination du Projet Initiatives de codéveloppement, Direction de l'Assistance Technique, Dakar, Sénégal**

L'avenant à l'accord de gestion concertée des flux migratoires a été signé le 25 février 2008 à Dakar, en présence du Ministre français du codéveloppement. Hasard du calendrier, au même moment, vous rencontriez le Directeur général de Cités Unies France, en visite officielle à Dakar. Occasion d'en savoir davantage sur votre mission.

**Le codéveloppement est un terme de plus en plus utilisé, dont le sens et la perception peuvent varier selon les locuteurs. En quelques mots, pourriez-vous nous éclairer sur votre conception du codéveloppement ?**

Le codéveloppement est une approche du développement qui place les migrants dans une position d'acteur du développement de leur pays d'origine. La définition est la suivante : « L'implication des migrants dans le développement social et économique de leur pays d'origine ». Dans ce cadre, et cela depuis de nombreuses années, les Sénégalais de l'extérieur participent activement au développement de leur pays d'origine dans différents secteurs : la création d'entreprise, la mise à disposition de leur expertise ou encore le financement d'infrastructures collectives dans leur localité d'origine. Depuis 2000, les pouvoirs publics sénégalais ont fixé comme objectif prioritaire de soutenir, d'encadrer, et de promouvoir l'implication de la diaspora sénégalaise dans le développement du pays.

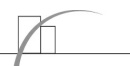
**Quels sont les missions et rôle de la Cellule codéveloppement ? De qui dépend-elle et pourquoi ?**

La Cellule de Coordination du Projet Initiatives de codéveloppement au Sénégal relève d'un Projet de coopération bilatérale entre l'Etat français et l'Etat sénégalais mis en place depuis 2005. Cette cellule, coordonnée par la Direction de l'Assistance Technique, Délégation à la Réforme de l'Etat et à l'Assistance Technique, Secrétariat Général de la Présidence de la République, assure la mise en œuvre du Projet Initiatives de codéveloppement. Ces missions sont multiples : accueil et appui conseils aux porteurs de projets, instruction de requête de projet, production d'outils d'information et de communication, suivi technique de la mise en œuvre de projets sur le terrain, évaluation, promotion du codéveloppement, ...

**Sur quoi porte le FSP codéveloppement Sénégal ?**

Le Projet FSP Initiatives de codéveloppement comporte trois composantes : L'accompagnement des initiatives d'investissement économiques privées portées par les migrants : le projet finance les études préalables au projet (faisabilité, rentabilité, ...), le renforcement de capacités du promoteur ainsi que le suivi du projet sur une période de douze mois après démarrage.

La mobilisation de la diaspora sénégalaise hautement qualifiée établie en France pour la réalisation de missions d'expertises au Sénégal : à la demande de structures publiques sénégalaises, collectivités locales, secteur privé ou société



civile, et sur la base d'experts sénégalais identifiés résidants en France, le projet finance la mobilité des experts (billet avion, per diems, couverture santé, ...) pour la réalisation de missions de courte durée.

Le financement de projets de développement local dans les régions d'origine des migrants : à la demande d'une association de migrants établis en France conjointement avec une structure locale sénégalaise, en lien avec les plans de développement locaux des collectivités locales, un appui financier est apporté par le projet (jusqu'à 70% du montant) pour la réalisation d'infrastructures sociales (adduction d'eau, infrastructures de santé, scolaires, centre de formation, barrages hydro-agricoles, ...). La mise en place d'actions impliquant des partenariats multi acteurs (coopération décentralisée, ONG, ...) est privilégiée.

2,5 millions d'Euros ont été mobilisés sur une durée de 3 ans pour financer les trois composantes. En lien direct avec la Cellule de Coordination à Dakar, une cellule relais assure la diffusion de l'information et l'accueil des porteurs de projet en France, elle est localisée au sein du Programme Solidarité-Eau à Paris.

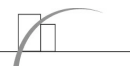
Un comité de pilotage et un comité de sélection composés de représentants français et sénégalais, sont établis à Dakar et assurent le pilotage stratégique du projet, ainsi que la sélection des projets pour leur financement.

Un comité de suivi en France se réunit une fois par an, il regroupe l'ensemble des acteurs impliqués dans des actions de codéveloppement : structures publiques, collectivités locales, ONG, ... Il permet de rendre compte des actions mises en œuvre, d'échanger et de formuler des recommandations pour une meilleure efficacité des actions de codéveloppement.

## **Quelles sont les activités spécifiques de la Cellule, notamment en matière d'expertise, quelle est la contribution des migrants ?**

La contribution des migrants se situe tout d'abord au niveau de l'identification de l'action à mettre en œuvre conjointement avec les populations locales ensuite l'association de migrant porte le projet et y apporte une contribution financière de 30% minimum. Elle mobilise, enfin, tous les partenaires techniques et financiers qui contribuent à la mise en œuvre du projet : collectivités locales françaises, ONG, collectivités locales sénégalaises, associations locales, ...

La Cellule de Coordination du projet apporte quant à elle, toute son expertise dans l'instruction du projet, sa validation technique par l'ensemble des parties prenantes, sa présentation devant le comité de sélection et ensuite le suivi de son exécution. Elle appuie également les populations locales dans la mise en œuvre des projets en développant les notions de bonne gouvernance locale, de transparence financière et de bonne gestion. L'ensemble des projets mis en œuvre dans ce cadre s'inscrit dans le cadre du Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) avec pour objectif l'atteinte des OMD.



## **Codéveloppement et coopération décentralisée : quel apport, plus-value ou complémentarité y voyez-vous ?**

L'ensemble des actions mises en œuvre dans le cadre du codéveloppement s'articule autour d'une demande sociale justifiée et d'un partenariat avec les structures publiques concernées, les migrants en étant les générateurs. Il convient à ce niveau de relever la forte implication des collectivités locales françaises, siège des associations de ressortissants sénégalais et qui contribuent en complément de leur contre partie. Ainsi, le partenariat entre les associations de migrants, les populations locales, les services déconcentrés et d'autres partenaires au développement, constitue un mécanisme indispensable de promotion de la bonne gouvernance locale et d'accroissement du niveau de vie des populations. Coopération décentralisée et codéveloppement trouvent ainsi une cohérence et une complémentarité naturelles.

Par ailleurs, le codéveloppement comme outil de renforcement des capacités des migrants à conduire des actions de développement permet également à ceux-ci de saisir toutes opportunités issues des politiques publiques de la France pour soutenir les actions de développement en cours dans leur pays d'origine. On peut citer à ce titre la loi Oudin- Santini qui peut venir renforcer une initiatives de ressortissants sénégalais pour el développement de l'accès à l'eau potable dans leur localité d'origine.

## **Pourriez-vous citer des exemples de projets de codéveloppement associant la coopération décentralisée ou réalisés au sein d'un partenariat existant ?**

De nombreux projets de construction d'infrastructures sociales ont été réalisés grâce au concours des collectivités locales française venant abonder la participation des migrants pour la réalisation des infrastructures. On peut citer notamment la commune du Val de Reuil pour la construction du centre de santé communautaire de Danthiady dans le département de Matam, la région Ile de France pour la construction de barrages hydroagricoles dans le département de Bakel, la ville de Paris pour la réalisation du projet d'adduction d'eau potable des villages de Soringho, Fora et Wendou Aly dans le département de Kanel, ...

On peut également citer la construction du collège de proximité de Soringho dans la région de Matam qui a réuni autour d'un même projet, la participation de Projet Initiatives de codéveloppement en appui à l'association de migrants du village ainsi que le programme de coopération décentralisée liant le Conseil Général de la Drôme à la communauté rurale de Ouro Sidy dont dépend Soringho.

**Papa Birama THIAM**

Directeur de l'Assistance Technique

Cellule de Coordination du Projet Initiatives de codéveloppement - Sénégal

*NB : Cités Unies France a le plaisir de vous annoncer la parution de l'étude « Migrants et collectivités territoriales - la coopération décentralisée, une réponse à la question du codéveloppement? ». Elle aborde le partenariat entre associations de migrants et collectivités territoriales dans la perspective de la coopération décentralisée et prolonge la réflexion sur des coopérations possibles, en France. Vous pouvez passer votre commande auprès de Cités Unies France*

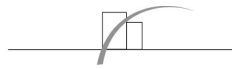
**LE NOUVEAU SITE WEB DE CITÉS UNIES FRANCE  
EST EN LIGNE DEPUIS LE 25 FÉVRIER 2008 !**

**N'HÉSITÉZ PAS À LE VISITER :**

**[www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)**

## SOMMAIRE

L'INTERVIEW DU MOIS .....	2
AFRIQUE .....	7
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES .....	12
AMERIQUE DU NORD .....	14
ASIE .....	15
EUROPE .....	17
MEDITERRANEE .....	19
TOURISME RESPONSABLE .....	20
UNION EUROPEENNE.....	21
CGLU.....	22
RECHERCHE ET REFLEXIONS .....	24
ACTUALITE .....	27
AGENDA .....	29
PUBLICATIONS .....	32



Président du groupe-pays par interim : George Aurore

Nouvel arrivé : Quentin Peignaux est le volontaire international chargé de la coopération décentralisée au Bénin ; il remplace à ce poste Emmanuel Le Masson. Vous pouvez le joindre aux coordonnées suivantes : Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire (MDGLAAT)  
Tel/Fax: (229) 21 30 45 27, Portable: (229) 97 77 78 18  
Courriel : [quentin.peignaux@gmail.com](mailto:quentin.peignaux@gmail.com)

Pour rappel, Monsieur Alain L'Héritier est l'attaché de coopération chargé de la coopération décentralisée au Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France et Monsieur Denis Walton assistant technique en charge de la Décentralisation.

Une mission du ministère de la Décentralisation et de la Maison des collectivités locales est annoncée en France pour la première quinzaine du mois de mai. Une rencontre du groupe-pays sera organisée à cette occasion.

## **BÉNIN – Brèves :**

Le gouvernement béninois a annoncé que les élections communales et municipales auraient finalement lieu le 20 avril 2008 et non le 13 avril. Cette décision est motivée par les difficultés financières que rencontre la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA).

Des opérations de recensement de la population ont été organisées en vue de ces prochaines élections. Toutefois on note une faible affluence des Béninois dans les bureaux de recensement.

Une convention de financement destinée à l'alphabétisation et à la promotion des langues nationales a été signée le 15 mars 2008 avec la Suisse, d'une valeur de 400 millions de francs CFA.

<http://www.afromix.org>

<http://fr.allafrica.com>

## **MAURITANIE**

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député maire d'Argenton sur Creuse

Prise de fonction de l'Ambassadeur de France en Mauritanie le 22 janvier 2008, Son Excellence Monsieur Michel Vandepoorter, diplomate de carrière et Ministre plénipotentiaire. Avant d'être nommé en Mauritanie, M. Vandepoorter exerçait les fonctions de Chef du Service des Affaires francophones au Ministère des Affaires étrangères.

Source : site de l'Ambassade de France en Mauritanie

Selon une estimation de l'Ambassade de France en Mauritanie, l'apport de la coopération décentralisée, au titre de l'année 2007, s'élève à environ 2 % de l'ensemble de l'APD française (SCAC et AFD compris). Des éléments plus précis devraient être disponibles dans le mois prochain.



## **Mauritanie – Brève :**

La localité de « Beled Teyeb » a accueilli la première station du projet d'électrification de 130 communes grâce à l'énergie solaire. Le ministre de l'Hydraulique, de l'Energie, et des Technologies de l'Information et de la Communication, M. Oumar Ould Yali considère que ce projet « va contribuer à améliorer les conditions de vie des populations, à créer de nouvelles opportunités d'emploi, à participer à la réduction de la pauvreté, en plus de la fixation des populations dans leurs terroirs ». Rappelons que ce projet est financé par l'Espagne. [www.mauritanie-web.com](http://www.mauritanie-web.com)

## **MADAGASCAR**

Président du groupe-pays : Jean-Louis Destans, Président du conseil général de l'Eure et Loire

L'Ambassade de France à Madagascar fait régulièrement le point sur les sinistres résultants du passage des ouragans Jokwe et Ivan.

Dernier état des lieux en date du 13 mars 2008, disponible auprès d'Astrid Frey.

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org).

## **Madagascar – Brève :**

Les résultats officiels des élections régionales du 16 mars seront connus dans les prochains jours, mais l'on peut d'ores et déjà souligner le fort taux d'abstention. [www.lexpressmada.com](http://www.lexpressmada.com)

## **BURKINA FASO**

Programme d'activités 2008 de l'Ambassade du Burkina Faso à Paris

Coopération Décentralisée 11ème Journée, samedi 17 mai, 11H00 - 14H00  
Ambassade du Burkina Faso

La population féminine (52% de la population) représente une composante importante de la société burkinabè.

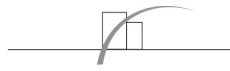
Elle est naturellement partie prenante au processus de décentralisation engagée depuis une décennie au Burkina Faso. Toutefois, l'on peut se poser la question de savoir si les pesanteurs de la société, les contraintes liées au niveau général de développement permettent à cette composante féminine de la population de jouer pleinement sa partition de la construction et de la consolidation d'une démocratie participative locale dans le cadre de la coopération décentralisée.

La conférence jettera un regard rétrospectif et prospectif sur la place de la Femme dans l'encre de la démocratie de proximité.

Exposition d'art franco-burkinabè/ Ateliers d'initiation sculpture/peinture,  
25 avril - 4 mai 2008, 10h00 – 18h00, Ambassade du Burkina Faso

L'originalité de cette exposition est de réunir en un lieu unique des oeuvres de quatre artistes ayant partagé des ateliers à Bobo Dioulasso au Burkina Faso.





Martine HAAS et Marylise LE HAY se sont formées au Burkina à la technique traditionnelle de la fonte du bronze à la cire perdue, au contact de Kossy TRAORE et de Noufou SISSAO, deux artistes burkinabè à l'expérience internationale affirmée.

Le but de cette exposition est de présenter une tendance contemporaine des œuvres des artistes burkinabè et les réalisations des artistes françaises.

Des photographies de Marylise LE HAY illustreront cette exposition qui sera accompagnée d'ateliers d'initiation à la peinture et la sculpture.

Afrique CinémAscope 2008, samedi 14 juin, 14h00 – 20h30, Ambassade du Burkina Faso

Rencontre cinématographique conviviale articulée autour de la projection de films africains, d'échanges avec des cinéastes, comédiens, producteurs africains et cinéphiles, Afrique CinémAscope vous convie à la découverte d'un riche cinéma africain à la dimension de la diversité culturelle du continent et de ses nombreux talents cinématographiques.

### **Burkina – Brèves :**

Un certain nombre de syndicats burkinabés ont appelé à une grève générale les 8 et 9 avril pour protester contre la vie chère. Cet appel fait suite aux manifestations qui ont eu lieu dans le pays réunissant plusieurs milliers de personnes dans les rues des principales villes du pays.

(AFP [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)).

Les autorités burkinabés et béninoises se sont entendues afin d'éviter tout nouveau conflit frontalier. Désormais les deux pays administreront de manière concertée la zone frontalière, aucun « acte de souveraineté visible » doit y être accompli, ceci englobe la construction de bases paramilitaires ou de commissariats de police ainsi que le hissage de drapeaux. D'autre part, fait tout à fait insolite, la population de la région est autorisée à voter dans le pays de son choix. Ces mesures sont intervenues à la suite de divers événements qui avaient créé de très sérieuses tensions entre les deux pays comme le transport d'un habitant de la région dans une prison béninoise où il est mort.

[www.afrik.com](http://www.afrik.com)

### **MALI**

Nouveaux interlocuteurs au SCAC

Plusieurs départs et arrivées de vos interlocuteurs au sein du Service de Coopération et d'Action Culturelle au Mali sont à noter depuis fin août 2007 et février 2008 :

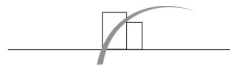
Lionel Vignacq, Conseiller adjoint, a été remplacé par Patrick Devautour

Leila Oulmi, Attachée de coopération chargée de la coopération décentralisée, a été remplacée par Sarah De Rekeneire.

Coordonnées :

Sarah DE REKENEIRE

Chargée de mission Développement



Coopération décentralisée et non gouvernementale  
Service de Coopération et d'Action Culturelle  
Ambassade de France au Mali  
BP 84 - Bamako  
Tel : (00223) 497 57 57 - Fax : (00223) 221 83 39  
Courriel : [Sarah.de-rekeneire@diplomatie.gouv.fr](mailto:Sarah.de-rekeneire@diplomatie.gouv.fr)

François-Marie Lahaye est chargé de la thématique "sécurité alimentaire »  
Courriel : [francois-marie.lahaye@diplomatie.gouv.fr](mailto:francois-marie.lahaye@diplomatie.gouv.fr)

Hamadoun Pergourou est chargé de la recherche agricole  
Courriel : [hamadoun.pergourou@diplomatie.gouv.fr](mailto:hamadoun.pergourou@diplomatie.gouv.fr)

Leila Oulmi et Sarah De Rekeneire  
Site de l'Ambassade de France au Mali.

## **Mali – Brève :**

Tension au Mali entre les autorités du pays et les rebelles touaregs maliens qui ont pris les armes dans le Nord du pays violant ainsi les accords d'Alger signés en juillet 2006. Des négociations pour un cessez-le-feu ont été entreprises entre des représentants des deux parties à Tripoli en Libye. Depuis le début des hostilités, huit personnes au moins ont été tuées, dont cinq civils.  
<http://afp.google.com>

## **SÉNÉGAL**

Présidente du groupe-pays par intérim : Mme Janine Planner

Mission de Cités Unies France aux Sénégal

M. Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France et Constance Koukoui, Chargée de mission Afrique, se sont rendus à Dakar du 24 au 27 février 2008.

A la veille de la nouvelle mandature des élus locaux en France, l'objectif de cette mission, préparée avec la présidente du groupe-pays Sénégal et le pôle Afrique de Cités Unies France, était de dresser un bilan de la coopération décentralisée franco-sénégalaise, d'en partager les perspectives et d'envisager des démarches communes, avec les interlocuteurs habituels ou potentiels des collectivités et comités de jumelage.

Plusieurs rencontres ont ainsi été organisées parmi lesquelles :

- le Service de Coopération et d'Action Culturelle et son pôle de la coopération non gouvernementale
- le Ministère du Commerce, de l'Aménagement du territoire et de la coopération Décentralisée, dont dépend la Direction de la Coopération Décentralisée
- le Ministère des Collectivités Locales et de la Décentralisation et le Programme National de Développement Local
- l'Union des Association d'Elus Locaux
- l'Agence française de Développement



- le PNUD / Sous-comité des bailleurs de fonds en appui à la décentralisation
- la Délégation de la Commission Européenne
- la Cellule de Coordination du Projet Initiatives de codéveloppement.

Les pistes de travail esquissées durant cette mission, en particulier un projet d'assises de la coopération décentralisée en 2009, seront restituées à la cellule d'animation du groupe-pays Sénégal, le 3 avril, pour servir de base aux activités du groupe-pays dans les mois à venir.

Informations complémentaires :

Constance Koukoui, chargée de mission

Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

### **Sénégal – Brèves :**

Les élections municipales au Sénégal, prévues initialement le 18 mai 2008, ont été reportées à mars 2009, ce qui prolonge d'un an le mandat des élus actuellement en poste.

[www.avmaroc.com](http://www.avmaroc.com)

[www.senactu.com](http://www.senactu.com)

SCAC & Direction sénégalaise de la Coopération Décentralisée

### **Togo – Brève :**

Après plus d'une décennie d'isolement, le Togo revient sur la scène internationale. Les relations avec l'Union européenne se sont améliorées. Une aide de 123 millions d'euros a ainsi été accordée au pays dans le cadre du 10ème Fonds Européen de Développement pour la période 2008-2013.

La Banque mondiale a, quant à elle, décidé de procéder à l'apurement des arriérés de dettes du Togo estimés à plus de 135 millions de dollars.

Le Togo s'est également vu octroyer un prêt de 15,5 millions d'euros par la Banque Ouest Africaine de Développement pour le secteur de l'énergie atomique. D'autre part, une délégation allemande et des représentants togolais se sont rencontrés afin de définir les contours d'une reprise de la coopération bilatérale rompue depuis 1993 pour « déficit démocratique » au Togo. C'est une nouvelle étape pour le Togo qui renoue ses relations avec la Communauté internationale.  
[www.izf.net](http://www.izf.net)

## PROGRAMME EUROPÉEN Lancement du programme URB-AL 3

La Commission européenne vient de lancer l'appel à propositions dans le cadre du programme URB-AL III pour la période 2008-2011 dont l'objectif est de développer les réseaux de coopération décentralisée entre collectivités locales sur des thèmes et des problèmes concrets de développement local urbain.

L'objectif général de cette 3ème phase est de contribuer à l'augmentation du degré de cohésion sociale et territoriale, au sein des collectivités locales et régionales en Amérique latine. Plus spécifiquement, le programme vise à consolider et promouvoir, en s'appuyant sur les partenariats et les échanges d'expériences, dans un nombre limité de villes et territoires d'Amérique latine, des processus et des politiques de cohésion sociale. Ces derniers pourraient se transformer en modèles de référence, capables de générer des débats et d'indiquer de possibles solutions aux gouvernements sous-étatiques d'Amérique latine qui souhaitent promouvoir des dynamiques de cohésion sociale.

Dans le cadre des propositions d'actions (projets), chaque proposition de projet inclura, outre le demandeur, un minimum de 2 et un maximum de 9 partenaires. Dans leur ensemble, les membres du projet devront provenir au moins d'un pays de l'UE et de deux pays différents d'Amérique latine.

Dans le cadre des propositions pour les activités de coordination, d'appui technique, de formation et d'animation de réseaux qui contribueront à la construction du programme à partir des différentes actions (projets), chaque proposition inclura, outre le demandeur, un minimum de 1 et un maximum de 5 partenaires. Dans leur ensemble, les partenaires devront appartenir au moins à un pays de l'UE et à un pays de l'Amérique latine.

Tous les documents sont disponibles en français (ainsi qu'en anglais, espagnol et portugais) sur le site de la Commission européenne :  
[http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/urbal/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/urbal/index_fr.htm)

La date limite pour la présentation du projet est le 16 juin 2008 à 16 heures (heure locale de Bruxelles).

Pour plus d'informations : Felicia Medina, [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

## BRESIL

Programme culture : lancement de l'appel à proposition « Coopération culturelle avec et dans les pays tiers » : Brésil.

Dans le cadre du volet Actions spéciales "Coopération culturelle avec et dans les pays tiers" (volet 1.3), la Commission européenne vient de lancer un nouvel appel à propositions.

En 2007, l'appel était centré sur la coopération avec l'Inde et la Chine et 12 projets avaient été sélectionnés.



En 2008, l'appel concerne des projets de coopération culturelle avec le Brésil. Ces projets bisannuels (24 mois) doivent réunir au minimum 3 opérateurs culturels de minimum 3 pays participant au programme culture et au moins un partenaire du Brésil. Au moins 50% des activités réalisées dans le cadre des projets doivent se dérouler au Brésil.

Calendrier prévisionnel :

Date limite de soumission des candidatures : 1er juin 2008

Examen-sélection des candidatures : juillet 2008

Communication par écrit des résultats aux candidats : fin septembre/début octobre 2008.

Le dossier de candidature ainsi que l'ensemble des documents relatifs à l'appel peuvent être téléchargés sur le site de l'Agence  
Exécutive: [http://eacea.ec.europa.eu/culture/calls2008/strand\\_1\\_3/index\\_fr](http://eacea.ec.europa.eu/culture/calls2008/strand_1_3/index_fr).

Pour plus d'informations :

<http://www.relais-culture-europe.org/culture.259.0.html>

## **Un nouveau réseau Europe-Amérique Latine pour mars 2008**

A partir du 1er mars 2008, s'est mis en place un nouvel outil de dialogue entre l'Amérique Latine et l'Europe, dans le domaine des Sciences et Technologies: EULARINET.

Il s'agit d'un projet financé par la section "Coopération Internationale" du 7ème Programme Cadre. EULARINET regroupe les ministères, les institutions et organismes de gestion et de financement de la recherche de 7 pays de part et d'autre du consortium. Du côté latino-américain sont présents Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Nicaragua et Uruguay. Du côté européen, Allemagne, Espagne, Autriche, Finlande, France, Norvège et Portugal.

Le réseau a pour but de développer le dialogue sur les questions de politiques de Sciences et Technologies, de construire un espace d'échanges et d'élaborer conjointement les stratégies de coopération dans ce domaine. L'IRD et le CIRAD représentent la France dans ce réseau.



## Primaires américaines et enjeux locaux

Cités Unies France se fait l'écho de l'émergence des questions locales dans la campagne électorale pour l'élection présidentielle américaine 2008 et rapporte ce mois-ci le projet « politique » porté par la *National League of Cities*. Le mois prochain, viendra le tour de l'autre organisation nationale de pouvoirs locaux, la *United States Conference of Mayors*.

La National League of Cities (NLC, association rassemblant 19 000 gouvernements locaux états-unis) fait entendre sa voix dans la campagne. Selon elle, les élus locaux doivent être en mesure d'assurer la sécurité des citoyens et des services publics continus. Mais ils ne peuvent le faire seuls. Elle leur propose donc d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur les champs suivants en insistant sur le lien entre chaque thématique et le développement économique des territoires :

- le partenariat entre autorités fédérales et gouvernements locaux, un soutien à la liberté et l'innovation locales, afin qu'un système de gouvernance plus coopératif améliore les services rendus aux citoyens ;
- le développement durable en réaffirmant la nécessité d'une approche à la fois globale et transversale et en insistant sur une politique énergétique sûre, équitable et responsable en terme d'environnement ;
- le soutien aux infrastructures alors que les autorités locales qui possèdent 75% du réseau national routier et la moitié des 600 000 ponts du pays n'ont pas les fonds nécessaires pour les entretenir (en 2006, le ministère des Transports américain a rapporté que 26% des ponts étaient défectueux) ;
- l'urgence ou la sécurité publique, les gouvernements locaux étant les premiers sur le terrain en cas de désastre. Le gouvernement fédéral devrait donc prévoir des fonds en direction des gouvernements locaux pour la prévention des catastrophes comme pour l'intervention en cas de crise ;
- la réduction de la pauvreté dans une perspective de réussite économique, les autorités locales étant les premières à faire face au fossé croissant entre les revenus des ménages les plus aisés et les plus modestes, ces derniers ne pouvant plus accéder à des services de qualité dont le coût augmente (santé, petite enfance, éducation, logement, transport...). Le gouvernement fédéral devrait donc appuyer tous les programmes locaux qui permettent à des familles de devenir économiquement stables ;
- la revitalisation des quartiers et le logement accessible, la NLC relevant que 17 millions de familles américaines consacrent plus de la moitié de leurs revenus à leur logement et que 750.000 personnes sont sans-abri. Le gouvernement fédéral, conscient du lien entre logement et réussite économique et sociale devrait donc encourager les initiatives tant publiques (logement social) que privées ;
- une réforme globale de l'immigration, les gouvernements locaux réclamant une réforme au niveau fédéral afin d'homogénéiser la myriade de textes et de procédures existants tant au niveau des États qu'à celui des gouvernements locaux. La NLC appelle, notamment, à la protection des frontières et à la légalisation des travailleurs sans papiers.

La National League of Cities conclut sur le lien entre enjeux locaux et nationaux. d'après <http://www.nlc.org/>

Contact :Guylaine Traore, [g.traore@cites-unies-france.org](mailto:g.traore@cites-unies-france.org), chargée de mission





## **Forum international de Nanning 2008 : les économies des agglomérations urbaines et l'attraction de l'investissement**

Organisé par l'ONUDI (Organisation pour les Nations Unies pour le développement industriel), le Forum international sur la promotion de l'investissement se tient à Nanning en Chine du 23 au 26 avril 2008 sur le thème : « Les économies des agglomérations urbaines et l'attraction de l'investissement ».

Le Forum sera organisé en 2 sessions : un premier jour proposant des contributions et présentations d'experts internationaux, portant sur des thèmes très variés : urbanisation et développement durable, la place de l'entreprise dans la communauté urbaine, l'investissement et les villes, les villes écologiques... Le second jour sera consacré à des rencontres et débats, à travers notamment six ateliers spécialisés, dont trois seront dédiés aux problématiques urbaines.

En parallèle, chaque participant aura la possibilité de rencontres personnalisées : rencontres à caractère politique ou économique, notamment pour les collectivités territoriales et les entreprises désireuses de mieux connaître les nouvelles opportunités offertes en Chine du Sud.

Chaque ville ou région aura par ailleurs la possibilité de promouvoir ses activités et projets en affichant posters, photographies et informations à travers des stands personnalisés. Ces stands pourront être construits à l'avance.

La Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) lance un appel à manifestation d'intérêt pour les collectivités territoriales désireuses de s'y associer. Il serait intéressant que des collectivités françaises proposent des interventions sur les sujets abordés afin d'assurer une présence française significative.

La date limite d'inscription est le 10 avril 2008.

Pour plus d'informations :

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/cooperation-decentralisee\\_1054/colonne-droite\\_1665/flash-info\\_3921/17-03-08-forum-international-nanning\\_60659.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/colonne-droite_1665/flash-info_3921/17-03-08-forum-international-nanning_60659.html)

## **Premières rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, les 27 et 28 octobre 2008, à Nancy**

L'année 2008 sera marquée par le 150ème anniversaire des relations diplomatiques franco-japonaises. A cette occasion, la ville de Nancy accueillera les premières rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, les lundi 27 et mardi 28 octobre 2008.

Ces rencontres porteront sur la décentralisation et la gouvernance locale en France et au Japon. Elles ont pour objet de permettre aux collectivités françaises et japonaises, déjà ou non, engagées dans un partenariat, d'échanger leurs points de vue autour de leurs expériences respectives en la matière.



La troisième réunion du Comité de pilotage de Rencontres, présidé par M. André Rossinot, maire de Nancy, aura lieu le mercredi 7 mai 2008, de 10 h 00 à 12 h 00, au Sénat. Toute collectivité, désireuse de s'engager dans la préparation des tables rondes et ateliers, est invitée à venir.

Par ailleurs, les collectivités territoriales françaises sont invitées à confirmer leur participation par le formulaire téléchargeable sur le site Internet de Cités Unies France.

Pour plus d'information merci de contacter :

Constance Koukoui, chargée de mission :

Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

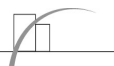
Nicolas Wit, directeur général adjoint

Courriel : [n.wit@cites-unies-france.org](mailto:n.wit@cites-unies-france.org)

Voir aussi le site :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique64>





## POLOGNE

Réunion du groupe-pays Pologne

Présidente du groupe-pays Pologne : Roselyne Lefrançois, Adjointe au maire de Rennes et Députée européenne

La prochaine réunion du groupe pays Pologne de Cités Unies France aura lieu le 16 mai prochain, de 10h00 à 13h00 et portera sur la politique du développement territorial en Pologne.

Le programme définitif de cette réunion sera envoyé à la mi-avril avec le bulletin de participation.

Pour plus d'informations, merci de contacter Hélène Migot, chargée de mission :  
[h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)

## ROUMANIE

Présidente du groupe-pays Roumanie : Christiane Eckert, adjointe au maire de Mulhouse

### **Brève Roumanie :**

L'économie de la Roumanie donne des signes de surchauffe

La Roumanie a enregistré une puissante croissance économique : 6,5% par an entre 2003 et 2006. Malgré cela, son économie donne des signes clairs de surchauffe, présentant un déficit extérieur élevé et en hausse, ainsi qu'une diminution des financements provenant d'investissements étrangers directs, en dépit du niveau haut des investissements, autres que ceux liés aux privatisations, atténué pourtant grâce à une proportion plus grande des contributions de capital à moyen et long terme.

(Source : Rompres)

## BALKANS OCCIDENTAUX

Réunion d'informations sur les Balkans occidentaux

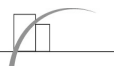
Présidente du groupe-pays Croatie : Colette Huvenne, Adjointe au maire de Tourcoing et Conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais

Président du groupe-pays Serbie : Alain Frémont, Adjoint au maire de Nevers

Cités Unies France organisera une réunion d'informations sur les Balkans, le 15 mai prochain, de 10h00 à 17h00. Cette réunion devrait porter sur la situation politique et le processus de décentralisation dans les Balkans mais également sur la position de l'Union européenne et la place des collectivités territoriales françaises dans les Balkans.

Le programme définitif de cette réunion sera envoyé à la mi-avril avec le bulletin de participation.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Hélène Migot, chargée de mission :  
[h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)



Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans

Les 1ères Rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans, qui se tiendront sous la présidence de Jean-Claude Mairal, Vice-président du Conseil régional d'Auvergne, auront lieu les 3 et 4 juillet 2008, à Sofia.

Elles seront l'occasion pour les collectivités territoriales françaises d'échanger, avec leurs homologues d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Macédoine, du Monténégro, de Serbie et de Turquie, notamment en matière de : protection de l'environnement, patrimoine, financements européens, action sociale...

Cités Unies France organisera, dans le cadre de celles-ci, un forum visant à présenter la valeur ajoutée de la coopération décentralisée.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)



## LIBAN

Président du groupe-pays Liban : Jean-Michel Daclin, Maire adjoint de Lyon

Réunion du groupe-pays Liban, le 9 avril

Le groupe-pays Liban se réunira le 9 avril prochain, à Cités Unies France, de 10h00 à 13h00. La réunion sera l'occasion de revenir sur le contexte libanais et d'engager, en présence de représentants du ministère des Affaires étrangères et européen, de CGLU au Liban et d'experts, une réflexion sur les difficultés rencontrées par les acteurs de la coopération franco-libanaise dans la crise que traverse aujourd'hui le Liban. Un temps d'échange plus prolongé sera consacré à la coopération décentralisée franco-libanaise ainsi qu'à *l'Initiative concertée des collectivités européennes en faveur du développement et du renforcement des villes libanaises*.

L'ordre du jour ainsi que le bulletin de participation sont disponibles sur le site de Cités Unies France.

Contact : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

## TURQUIE

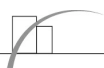
Le groupe Turquie de Cités Unies France s'est réuni à l'AFD le 13 février dernier. Pour faire suite à cette rencontre, Cités Unies France effectuera une mission exploratoire du 12 au 17 avril à Istanbul et Ankara avec pour objectifs de dresser un état des lieux de la coopération décentralisée en Turquie et d'identifier les programmes européens et nationaux accessibles aux collectivités locales. Afin de dynamiser la coopération décentralisée franco-turque, la mission posera les jalons de l'organisation d'un séminaire franco-turc sur la coopération décentralisée à l'automne, à Istanbul.

Les collectivités turques sont également invitées à participer au Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée qui se tiendra les 22-23 juin 2008 à Marseille.

L'Ambassade de France, l'Agence Française de Développement, la Mission d'expansion économique, le ministère de l'Intérieur turc et l'Union des municipalités de Turquie figurent parmi les interlocuteurs prévus.

Plus d'informations :

Astrid Frey [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org) ou Linda Naïli [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)



Président : Jean-Claude Mairal, vice-président Conseil Régional Auvergne

Soucieux de promouvoir une meilleure connaissance des acteurs liés authentiquement au tourisme durable, le groupe de travail de Cités Unies France a souhaité vous présenter le Magazine TER.

TER Durable Magazine - Numéro 1 – un nouveau magazine pour les professionnels du tourisme responsable

Écotourisme Magazine se présente comme étant le premier média consacré aux « voyages responsables, équitables et solidaires ».

Il offre « des reportages à vivre » sur des destinations ou des sites méconnus qui montrent comment l'économie locale peut se développer grâce au tourisme, dans le respect des populations et de l'environnement ». Passée de la version papier à la version numérique, il est un outil d'informations de qualité sur le thème de l'environnement, des vidéos sur des projets de développement solidaire (en Afrique, en Asie, en Amérique latine...), des reportages photos, des idées de stages ou de séjours, une revue de presse, des présentations d'ouvrages...

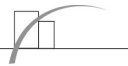
Fort de son expérience sur la thématique du tourisme responsable, Ecotourisme édite le premier magazine 100% tourisme durable à destination des professionnels du tourisme. Lancé au cours du Forum-Salon Ecorismo (Premier salon national des éco-produits et des solutions environnementales pour l'hôtellerie, le camping, la restauration et le tourisme qui s'est tenu les 11 et 12 mars 2008 au Palais des Congrès d'Arles), le successeur d'« ECOtourisme Magazine » version papier a comme objectif de donner de nombreuses informations pratiques et des pistes de travail à tous ceux qui souhaitent s'engager dans la voie du tourisme durable...

Avec un sommaire complet abordant des initiatives d'actualités comme le développement des labels ou une rubrique « enquête » sur la création d'un nouveau Parc national, c'est un concentré d'informations indispensables pour connaître les opportunités et l'évolution du processus de mise en tourisme responsable.

Notons, qu'une rubrique intitulée « Territoires et collectivités » met l'accent sur des projets menés par des collectivités locales et valorise les bonnes pratiques en tourisme responsable.

Pour plus d'informations ou s'abonner :  
<http://www.ecotourisme-magazine.com/ter-durable>

Contact : Fabiola Rivas, chargée de mission  
Courriel : [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org)

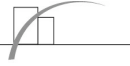


Nouveaux appels à proposition décentralisés dans le cadre du Programme thématique « Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement »

Dans le cadre du programme thématique « Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement », les délégations de la Commission européenne de 61 pays ont pour mission de publier des appels à propositions pour 2007. Mais seuls 31 de ces appels concernent les collectivités territoriales pour 2007.

A ce jour, 23 appels ont été publiés sur les 31 ouverts aux collectivités territoriales, à paraître sur les crédits 2007.

Plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :  
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article442>



Deux des commissions de Cités et Gouvernements locaux organiseront, en juin, des évènements de tout premier plan.

## **Première Conférence Mondiale sur la Diplomatie des Villes, 11, 12 et 13 juin, La Haye**

Les gouvernements locaux ont un rôle clé dans la prévention et la résolution des conflits, la consolidation de la paix et la reconstruction après les conflits. La ville de La Haye, dont le maire préside la commission Diplomatie des Villes de CGLU, accueillera la Première Conférence Mondiale sur la Diplomatie des Villes.

Les participants à cette conférence examineront les situations dans lesquelles la médiation des gouvernements locaux a été déterminante pour la création des conditions de dialogue et d'entente, ainsi que les potentialités de la médiation du niveau local dans les conflits actuels.

Le président de Cités Unies France, Charles Josselin, ainsi que les présidents du Réseau de la coopération décentralisée pour la Palestine, Claude Nicolet, conseiller communautaire de Dunkerque, et du groupe-pays Liban, Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon, y interviendront.

Pour inscription et plus d'informations: [www.citydiplomacy.org](http://www.citydiplomacy.org)

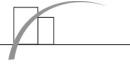
## **Premier Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée 2008, 22 et 23 juin, Marseille**

Organisé par la Commission Méditerranée de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), le premier Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée se tiendra à Marseille, en région PACA, les dimanche 22 et lundi 23 juin 2008.

Il répond à la volonté des autorités locales et régionales d'ouvrir un espace permanent d'échange qui favorise leur expression et leur participation à la relance du Processus de Barcelone telle qu'elle a été exprimée lors du Forum Euromed des villes et des régions, réuni à Barcelone, le 26 novembre 2005.

La Commission Méditerranée de CGLU est financée par la ville de Marseille et la région PACA ; le secrétariat est assuré par Cités Unies France. Le ministère des Affaires étrangères et européennes apporte un soutien financier à cet événement.

Pour plus d'informations : [l.griette@commed-cglu.org](mailto:l.griette@commed-cglu.org) et [c.laratte@commed-cglu.org](mailto:c.laratte@commed-cglu.org)



## Appel à projets par la Commission européenne : Cités Unies France participe aux propositions de CGLU et du CCRE.

Désireuse de répondre à l'appel à proposition de la Commission européenne, dans le cadre du programme thématique « *acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement* », CGLU a sollicité Cités Unies France à être partenaire.

Le pré-dossier d'un programme de renforcement du rôle des autorités locales dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement a été déposé, par CGLU, le 11 février. La décision de la CE, d'inclure le dossier dans l'appel définitif, sera connue fin avril.

Le bureau de Cités Unies France, estimant que la proposition faite par CGLU pourra avoir des impacts sur le renforcement des associations de pouvoirs locaux, partenaires de CUF, et avoir des retombées positives sur la coopération décentralisée, a décidé d'une participation financière au consortium. Par ailleurs, le bureau a désigné Bernard Valette, vice-président du conseil régional Centre, pour suivre ce dossier, en lien avec la direction.

De son côté, le **Conseil des régions et communes d'Europe (CCRE), section européenne de CGLU**, a proposé à CUF de participer à une demande de fonds concernant une **plateforme européenne** des collectivités locales européennes actives dans la coopération au développement. Cette plateforme, également ouverte à d'autres structures que celles issues du CCRE et de CGLU, aura pour vocation de faciliter la mise en réseau de ces collectivités locales européennes, l'échange d'expériences et de pratiques, la coordination de leurs initiatives, ainsi que la prise de position pour accroître la visibilité de leur rôle et le renforcement de leur place dans la politique européenne de développement.

Sur proposition de président Charles Josselin, le bureau exécutif de CUF a décidé d'une participation financière, afin de permettre à l'association de faire partie, à part entière, de la plateforme, dont les résultats concrets seront très attendus par les adhérents.

Le dossier a été déposé par le CCRE à la Commission européenne, le 2 avril, dans le cadre du programme « Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement » (objectif 3).

Présidence française de l'Union européenne

Les Journées européennes du Développement, les 15, 16 et 17 novembre 2008, à Strasbourg

CUF est impliquée, en lien avec le CCRE et CGLU, dans la préparation des Journées européennes du Développement, prévues les 15, 16 et 17 novembre 2008, à Strasbourg. Charles Josselin co-préside un groupe de travail sur le projet d'une charte sur l'appui à la gouvernance locale qui sera présentée à cette occasion. Le président de Cités Unies France a souligné l'importance de tenir compte des chartes existantes, établies par des associations de collectivités locales.

Les collectivités territoriales, comme les autres de la coopération, bien entendu, peuvent présenter des propositions pour des événements parallèles (« *side-event* »), avant le 30 avril. Un formulaire d'enregistrement des manifestations est téléchargeable sur le site de Cités Unies France.



## Colloque : « La coopération décentralisée, 10 ans après : bilan et perspectives » à Lille, le 25 avril

A l'occasion de son 10<sup>ème</sup> anniversaire, le master 2 « Ingénierie des Projets de Coopération » (Université des Sciences et Technologies de Lille) organise une journée d'étude sur le thème de la coopération décentralisée.

Cette journée débutera par une conférence plénière portant sur la question suivante : « La coopération décentralisée, 10 ans après : bilan et perspectives ». Interviendront notamment, Bertrand Gallet (directeur général de Cités Unies France) et Bernard Husson (économiste et professeur au Centre International d'Etudes pour le Développement Local – CIEDEL).

L'après-midi sera organisé autour de tables rondes, qui traiteront des thèmes de l'action des ONG, des collectivités territoriales, voire des entreprises, abordés de manière plus pointue, grâce aux interventions d'élus, d'anciens élèves, et de divers professionnels.

Vous trouverez sur le site de Cités Unies France des documents à télécharger relatifs à ce colloque.

Pour toute demande de renseignements complémentaires, veuillez contacter :  
l'Association Resiproc, Mlle Chaignaud Charlotte - Bur C024

Bat SH3-Université de LILLE 1  
59650 Villeneuve d'Ascq

Tél : Celine Guégan 06 50 55 87 84 ou Charlotte Chaignaud : 06 60 31 81 75

E-mail : [cha1207@hotmail.fr](mailto:cha1207@hotmail.fr)

## APPEL À PROPOSITIONS

29<sup>ème</sup> rencontre nationale des agences d'urbanisme, Le Havre, les 23 et 24 octobre 2008

L'appel du large, de la ville aux grands territoires

Durant le dernier siècle, les villes ont grandi, desserré leurs activités vers la périphérie, élargi leur zone d'influence et tissé des relations avec d'autres villes au sein de leur région ou au-delà des frontières nationales, faisant émerger des espaces urbains d'un type nouveau, les "grands territoires". Dans le cadre de sa prochaine rencontre annuelle, la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), présidé par André Rossinot maire de Nancy, lance un appel à idées sur les questions suivantes :

Comment définir un « grand territoire » ? Le "projet" en est-il le préalable ou le produit ?

Quelles clés pour l'identité d'un grand territoire ? Comment la faire approprier par ses habitants et la rendre perceptible à l'extérieur ?

Que signifie le développement durable à l'échelle d'un grand territoire ? Comment gérer son écosystème ?





Le « grand territoire » peut-il garantir l'équité ? Les disparités économiques et sociales y sont-elles solubles ?

Quels outils de connaissance et de planification pour organiser le développement d'un "grand territoire" ?

Quelle mobilité dans les « grands territoires » ? Quel rôle pour les grandes infrastructures de transports ?

Quels modes ou outils nouveaux de gouvernance pour les "grands territoires" ?

Les chercheurs, les professionnels du développement urbain, les responsables politiques des agglomérations, les associations ou les citoyens intéressés sont invités à répondre à cet "appel à idées" en proposant des contributions sur un (ou plusieurs) aspect(s) des "grands territoires" à partir de leurs recherches ou de leurs travaux. Des expériences européennes ou internationales seront les bienvenues.

Ils trouveront les documents d'information sur la rencontre ainsi que les modalités de cette consultation sur le site de la FNAU [www.fnau.org/appel-idees/](http://www.fnau.org/appel-idees/)

Les contributions les plus stimulantes seront publiées sur différents supports et leurs auteurs seront invités à participer à la rencontre des 23 et 24 octobre au Havre.

Date limite de réception des propositions d'idées : 15 avril 2008

La date de remise des propositions sélectionnées a été fixée au 1<sup>ier</sup> juin 2008.

Consulter l'intégralité de l'appel à idées et la note de problématique générale de la rencontre sur le site de la FNAU [www.fnau.org/appel-idees/](http://www.fnau.org/appel-idees/)

## FORMATION

Cycle de formation et d'échanges d'expérience : « Coopération et développement »

Créé en 1999, à la demande du Ministère des Affaires Etrangères, le cycle de formation et d'échanges d'expériences « Coopération et Développement », était réservé aux professionnels de la DGCID et de l'AFD. Aujourd'hui, en réponse à la diversification du dispositif français de l'Aide Publique au Développement (APD), l'AFD souhaite ouvrir ce cycle de formation aux collectivités locales qui développent des actions de coopération décentralisée.

Ce cycle a pour objectif de permettre aux professionnels issus de différents organismes et structures d'aide au développement, de mieux appréhender les enjeux spécifiques du développement des pays du Sud et de débattre des questions liées à l'aide au développement, de mieux connaître les actions et méthodes des différents acteurs de l'APD.

Le contenu des modules et la démarche pédagogique choisie permettent de :

- partager et maîtriser le vocabulaire et les concepts des principaux organismes d'aide au développement,
- discuter des thèmes d'actualité liés au développement et à l'aide au développement,
- mieux appréhender le contexte général de l'APD et des formes d'interventions soutenues par les principales institutions,
- connaître les outils opérationnels qui facilitent la conception, la mise en œuvre, le pilotage et l'évaluation des actions de coopération.



Le cycle de 13 jours de formation comprend 3 modules de trois à cinq jours :

Module 1 : Evolutions du contexte international et conséquences pour l'aide au développement (3 jours)

Quels sont les grands courants de pensée qui influencent la définition des politiques d'aide au développement ? Quels sont les éléments essentiels du contexte international qui déterminent et font évoluer les politiques d'aide au développement ?

Quand ? Du 14 au 16 octobre 2008,

Où ? Paris : Agence Française de Développement, 5 rue Roland Barthes – Paris 12<sup>e</sup>.

Module 2 : Aide publique au développement : objectifs, efficacité, allocation, modalités, principaux acteurs. La coopération non gouvernementale - L'APD française. (5 jours)

Comment se définissent les objectifs actuels de l'aide publique au développement ?

Comment se pose la question de l'efficacité de l'aide ? Quel impact sur l'allocation et les formes de l'aide ? Quelle est la forme et la place de l'APD française ?

Quand ? Du 12 au 16 janvier 2009

Où ? Marseille : AFD/CEFEB 10, place de la Joliette. Les Docks Atrium 10.3. – 13002 Marseille.

Module 3 : Exemples de coopération à travers quelques grandes thématiques. Réflexions sur les approches, les outils et les méthodes (5 jours)

Dans ce module, il s'agit de se confronter aux problèmes de mise en œuvre des projets/programmes. Ces aspects seront abordés soit sous l'angle des approches et des outils, soit à travers des thématiques sectorielles ou transversales.

Quand ? du 16 au 20 Mars 2009

Où ? Marseille : AFD/CEFEB 10, place de la Joliette. Les Docks Atrium 10.3. – 13002 Marseille

Le programme et le bulletin de participation sont disponibles sur le site web de Cités Unies France, [www-cites-unies-france.org](http://www-cites-unies-france.org)

Contact : Clotilde BOUTROLLE – AFD/ CEFEB - Les Docks Atrium 10.3, 10 place de la Joliette – BP 33401 – 13567 Marseille Cedex 02 - Tel 04 91 13 17 61

Courriel : [boutrollec@groupe-afd.org](mailto:boutrollec@groupe-afd.org)

Site Internet : [www.cefeb.org](http://www.cefeb.org)



Deux appels à proposition de la Fondation de France en matière de solidarité

NB : Les collectivités territoriales ne sont pas directement éligibles à ces appels à projets, qui s'adressent aux organismes sans but lucratif.

« L'Europe, en plus large ! Citoyenneté européenne et développement durable »

Date limite de réception des dossiers : 16 mai ou 26 septembre 2008

Objectif global : Soutenir les projets d'associations souhaitant réaliser, en partenariat avec leur homologue d'un des pays, nouveau membre de l'Union européenne, des actions dans le domaine du développement durable.

Télécharger la plaquette de présentation de cet appel à propositions :

[http://www.fdf.org/download/ap\\_2008/Europe\\_2008.pdf](http://www.fdf.org/download/ap_2008/Europe_2008.pdf)

« Méditerranée, d'une rive à l'autre »

Date limite de réception des dossiers : 18 avril ou 12 septembre 2008

Objectif global : Soutenir les partenariats entre des associations algériennes, marocaines, tunisiennes et françaises intervenant dans le secteur de l'enfance et de la jeunesse.

Télécharger la plaquette de présentation de cet appel à propositions :

[http://www.fdf.org/download/ap\\_2008/Mediterranee2008.pdf](http://www.fdf.org/download/ap_2008/Mediterranee2008.pdf)

Retrouver tous les appels à proposition de la Fondation de France sur son site internet : <http://www.fdf.org/> (rubrique « Trouver un financement »)

## **ECTI - 3000 seniors experts bénévoles**

ECTI, association reconnue d'utilité publique, a pour vocation de mettre les compétences de ses membres au service des organismes français et étrangers qui le souhaitent. Elle vise ainsi, dans la limite de ses moyens, à promouvoir les entreprises françaises et à aider au développement économique et social des pays dans lesquels elle intervient.

Ses seniors bénévoles, retraités, ont œuvré dans tous les secteurs de l'économie : agriculture, agro-alimentaire, industries, commerce, services, transports, BTP, environnement. Indépendants, ce sont des conseillers objectifs.

Les membres d'ECTI, présents sur tout le territoire métropolitain, sont regroupés en délégations départementales. Ils effectuent 2000 missions par an dont 30 % dans une quarantaine de pays émergents qu'ils font bénéficier d'une coopération économique, scientifique, technique et culturelle..

Par ces missions, généralement de courte durée, ils assistent, par leurs avis et conseils, des entités qui ont difficilement accès au secteur marchand faute de moyens suffisants :

- des PME – PMI,
- des organismes sociaux, éducatifs, culturels, caritatifs,



- des collectivités locales et territoriales,
- des associations,
- des établissements d'enseignement.

Au cours de leurs missions les membres d'ECTI respectent scrupuleusement un code de déontologie qui impose :

- de ne pas prendre la place d'actifs rémunérés,
- de respecter la législation de l'emploi,
- de respecter confidentialité et politiques d'entreprise.

ECTI peut et souhaite aider les collectivités territoriales françaises à réaliser leurs projets de coopération décentralisée avec les collectivités étrangères en mettant à leur disposition les compétences nécessaires qui leur manqueraient.

Contact : [michel.magon@wanadoo.fr](mailto:michel.magon@wanadoo.fr)

Site Internet : [www.ecti-vsff.org](http://www.ecti-vsff.org)

### **Brève : Collecte de médicaments non utilisés**

Depuis le 26 février 2007, une loi en France régleme la collecte de médicaments non utilisés (MNU) à des fins humanitaires. Tout au long de l'année 2008, lors d'ateliers-débats dans chaque région de France, ReMeD (Réseau Médicaments et Développement) propose d'accompagner à la transition tous les acteurs de la solidarité internationale qui utilisent les MNU dans le cadre de leurs activités. Cités Unies France est partenaire de cette initiative et vous informera des différents rendez-vous.

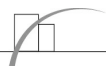
Les prochaines réunions se tiendront le 4 avril, à Lyon, de 14h00 à 16h00 et de 18h00 à 20h00 (Hospices civils de Lyon) et le 28 avril, de 18h00 à 20h00, à Grenoble, à la Maison de l'international.

Pour s'inscrire et pour plus d'informations : [www.drugdonations.org](http://www.drugdonations.org)

Vient de paraître : « **Seine-Saint-Denis en images** »

C'est en Seine-Saint-Denis, un département trop souvent victime de l'information spectacle, que la revue Altermondes a décidé de consacrer son dernier hors série. Sorti le 15 février, « Seine-Saint-Denis en images », livre un nouveau regard sur le département, ses habitants et les dynamiques de solidarité qu'ils portent. La rédaction des articles a été confiée, pour l'essentiel, à 12 jeunes de Seine-Saint-Denis, qui ont été formés, accompagnés par des journalistes chevronnés, mandatés par leur rédaction : Afrik.com, Afriscope, L'Humanité, La Vie, Libération, Regards, Respect Magazine. Un pas supplémentaire vers la construction d'une information citoyenne. Ces journalistes ont ainsi transmis aux jeunes leur expérience, sans se substituer à eux, et les articles produits par ces binômes seront prochainement repris dans leur média respectif. Loin des clichés habituels, ces douze reporters en herbe disent leur département, avec leurs regards, avec leurs mots, éclairent des projets de solidarité internationale méconnus et dressent, au final, le portrait différent d'un territoire trop facilement stigmatisé.

David Eloy, Rédacteur en chef d'Altermondes [www.altermondes.org](http://www.altermondes.org)



Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org>

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Séminaire « Politiques urbaines et développement culturel : la planification en tant que stratégie »	Quito, Equateur	1 - 3 avril	Commission culture de CGLU
Réunion du groupe-pays Israël	Siège de CUF	2 avril	Groupe-pays
Comité de pilotage du programme concerté « Aniya », Niger	Siège de CUF	3 avril, matin	Groupe-pays
Cellule d'animation du groupe-pays Sénégal	Siège de CUF	3 avril, après-midi	Groupe-pays
1 <sup>ère</sup> réunion annuelle de la commission inclusion sociale et démocratie participative de CGLU	Milan	3 avril	Commission inclusion sociale et démocratie participative de CGLU
2 <sup>ème</sup> Forum sur la gestion des villes	Goa, Inde	3 - 5 avril	Forum
Forum EuroIndia	Goa et Delhi, Inde	3 - 7 avril	EuroIndia Center
1 <sup>er</sup> festival « Partir autrement » : voyages solidaires et responsables	Espace Reuilly, Paris	5 et 6 avril	Tours operators associatifs
Comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée de Ouagadougou	Siège de CUF	8 avril, après-midi	Membres du comité de pilotage
Réunion du groupe-pays Liban	Siège de CUF	9 avril, matin	Groupe-pays
Les journées de l'Afrique	Clermont-Ferrand	9 - 13 avril	Ville de Clermont-Ferrand
Réunion du comité scientifique de la commission Méditerranée de CGLU	Amman	22 avril	Commission Méditerranée de CGLU

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

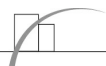


LA LETTRE  
de la coopération décentralisée

Forum international sur la promotion de l'investissement	Nanning, Chine	23 – 25 avril	ONUUDI
Colloque : « la coopération décentralisée, 10 ans après : bilans et perspectives »	Lille	25 avril	Université des Sciences et technologies de Lille
Réunion du comité d'organisation des 3èmes rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne	Siège de CUF	29 avril	Groupe-pays/MAEE
Réunion du Comité Directeur du CCRE	Reykjavik	5 et 6 mai	CCRE
Réunion du groupe thématique « tourisme responsable »	Siège de CUF	7 mai	Groupe thématique de CUF
Rencontre nationale du CCFD	Grenoble	10 – 12 mai	CCFD
2ème convention internationale pour une approche territoriale du développement	Tanger	12 au 14 mai	CRPM
Réunion d'information sur les Balkans	Siège de CUF	15 mai	Cités Unies France/groupes-pays
Cellule d'animation du groupe-pays Burkina Faso	Siège de CUF	16 mai, matin	Groupe-pays
Réunion du groupe-pays Pologne	Siège de CUF	16 mai	Groupe-pays
11 <sup>ème</sup> journée de la coopération décentralisée franco-burkinabé sur le thème de la place de la femme dans le processus de décentralisation et de la coopération décentralisée au Burkina Faso	Ambassade du Burkina Faso	17 mai, matin	Ambassade du Burkina Faso en France
Forum des associations : « les héraultais citoyens du monde, coopération décentralisée et solidarité internationale	Montpellier	19 – 21 mai	Conseil général de l'Hérault



# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



LA LETTRE  
de la coopération décentralisée

Réunion PEXE Chine	Paris	20 mai	FC2E
Réunion du groupe-pays Roumanie	Siège de CUF	22 mai	Groupe-pays
III Conférence annuelle de l'Observatoire de la Coopération Décentralisée UE-ALC	Barcelone	26 au 28 mai	Observatoire de la coopération décentralisée
Session plénière du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe	Strasbourg	27 au 29 mai	CPLRE
Réunion comité de pilotage franco-japonais des rencontres de Nancy	Tokyo	29 ou 30 mai	CLAIR/Nancy/MAEE/Ambassade du Japon/CUF
Salon des Solidarités	Paris	6 - 8 juin	Salon des Solidarités
1ère Conférence mondiale sur la Diplomatie des Villes	La Haye	11 au 13 juin	Ville de La Haye / Commission CGLU
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	Siège de CUF	13 juin	Groupe-pays
Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée	Marseille	23 et 24 juin	Commission Méditerranée de CGLU, CR PACA, Ville de Marseille, CUF, MAEE
Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe du Conseil de l'Europe	Strasbourg	27-29 juin	Conseil de l'Europe
Réunion technique franco-slovaque	Jilina	Fin juin	SCAC
Réunion du Bureau mondial de Cités et Gouvernements locaux unis	Quito	30 juin et 1 <sup>er</sup> juillet	CGLU
3ème Forum mondial des droits de l'homme	Nantes	30 juin au 3 juillet	Nantes / Commission CGLU
1ères Rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la CD dans les Balkans	Sofia	3 et 4 juillet	MAEE



## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 25 EUROS

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (nouvelle édition à paraître)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays JAPON (2007)
- ❖ Dossier pays MAROC (2007)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (2007)
- ❖ Dossier pays ISRAËL (2007)
- ❖ Dossier pays PALESTINE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (octobre 2007)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays MALI (à paraître 2008)
- ❖ Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître 2008)

## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

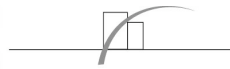
## REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE : 15,00 EUROS

- ❖ franco- polonais
- ❖ franco- roumains
- ❖ franco- tchèques
- ❖ franco- hongrois
- ❖ franco- chinois
- ❖ franco- japonais
- ❖ franco- algériens
- ❖ franco- marocains
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco- libanais
- ❖ franco- israéliens
- ❖ franco- palestiniens
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco-américains
- ❖ France - Amérique Latine et Caraïbe
- ❖ franco-sénégalais
- ❖ franco-togolais
- ❖ franco-burkinabés
- ❖ franco-maliens
- ❖ franco-malgaches
- ❖ franco-bénoinois
- ❖ franco-mauritaniens

## COLLECTION « REFLEXIONS » : 15 EUROS

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006) - **La nouvelle édition refondue paraîtra en mai 2008 !**
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- ❖ Migrants et collectivités territoriales (2008)





## OUVRAGES HORS COLLECTION

- ❖ Actes des 2èmes Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) :  
25 euros
- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :  
15 euros
- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :  
10 euros
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :  
10 euros

## DVD

- « Voter en Palestine » (2007) :  
21 euros

## BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom .....  
Prénom.....  
Fonction.....  
Collectivité.....  
Adresse.....  
CP..... Ville.....  
Tél. :..... Fax :.....  
Courriel :.....

- Je joins un chèque de .....euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5€ pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :  
Katarina FOTIC :  
Courriel : [peco@cites-unies-france.org](mailto:peco@cites-unies-france.org)

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :  
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Directeur de publication : **Charles Josselin**

Rédacteur en chef : **Bertrand Gallet**



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Pour s'abonner à la Lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)